Remigration, la charrue avant les boeufs

Article rédigé par *Gabriel Privat*, le *23 avril 2015*

Depuis quelques semaines des naufrages spectaculaires de navires remplis de migrants clandestins venus d'Afrique noire se sont multipliés, couvrant la mer de corps humains que la vie a quittés. Ce n'est pas la première fois que ces événements tragiques surviennent près des côtes de l'Europe. Mais ils se sont multipliés depuis les « Printemps arabes » de 2011. Les dictatures d'Afrique du nord barraient la route aux migrants. Leur effondrement ou leur fragilisation ont ouvert la route à ces millions d'hommes qui fuient, par le Sahara et le Sahel, les régions frappées par la guerre civile.

D'après le pape François, le premier droit du migrant est de rester chez lui, c'est-à-dire de disposer dans sa patrie des conditions nécessaires à une vie digne. Tel n'est pas le cas et ces hommes se sont mis en route pour trouver mieux ailleurs. Ailleurs c'est chez nous, et face à leur détresse, deux attitudes opposées se font face à en Europe, sans qu'une voix plus modérée ne puisse se faire entendre.

Un juste milieu introuvable

D'un côté ce sont les humanitaires purs, qui n'envisagent pas le moyen de ramener ces migrants dans leur patrie d'origine, ou qui ne s'inquiètent pas des conséquences sociales, économiques, sanitaires et humaines d'un accueil massif. Ils n'ont que l'accueil à la bouche et souhaitent que les portes de la forteresse Europe s'ouvrent grands pour tous les damnés de la terre. Mais c'est une inconséquence. L'accueil sans discernement est connu outre-Méditerranée et loin de régler la question il l'aggrave encore plus en enhardissant les demandeurs d'asile, submergeant les marines nationales, les garde côtes, les personnels hospitaliers et sociaux de toutes les zones côtières septentrionales de la Méditerranée.

En face, le coeur sec et la mine froide, s’arc-boutant sur l'exemple des renvois massifs de migrants clandestins par l'Australie ces dernières années, et sur l'ouvrage d'anticipation de Jean Raspail, *le Camp des saints*, craignant que l'Europe ne finisse anéantie par un flot africain, se tiennent les partisans du renvoi sans distinction de tous les clandestins, dès leur arrivée sur le sol européen. Pour le dire net, ils souhaitent que ceux-ci soient rejetés à la mer, afin de dissuader les demandeurs à venir.

Dans un cas comme dans l'autre, deux caricatures s'opposent, sans se poser la question générale de l'immigration légale et clandestine en Europe, ni des causes de l'immigration actuelle et des moyens d'y remédier s'il est bien avéré que celle-ci est source de problèmes.

Il apparaît notamment que la thèse de la remigration, qui se répand actuellement chez certains jeunes catholiques, mérite que l'on s'arrête sur elle, car avec la crise économique qui diminue les ressources disponibles pour l'accueil des migrants, c'est une thèse qui sera sans doute appelée, dans les années à venir, au plus grand écho.

Une idée qui séduit de plus en plus

Le terme de "remigration" est apparu il y a quelques années sur les sites Internet de groupes nationalistes de la mouvance identitaire Ce néologisme a peu à peu envahi les sites de réflexion plus classiques. Il a remplacé le vieux concept cher à Jean-Marie Le Pen "d'inversion des flux migratoires". Par cette prose délicate il faut comprendre clairement : flanquer les migrants dehors avant qu'il ne soit trop tard.

Pourquoi trop tard ? Trop tard avant que le "grand remplacement" ait achevé son oeuvre d'effacement des populations françaises sous la masse de migrants africains et nord-africains. Ce terme de "grand remplacement" nous le devons à Renaud Camus et Dominique Venner. Ils le situent à une échelle européenne et considèrent que ce sont les peuples d'Europe dans leur ensemble qui sont menacés de submersion et finalement de disparition biologique face à un flot inépuisable de migrants. Nous nous trouvons, dans le champ du politique, dans la continuation de ce que Raspail avait déjà médité au niveau du roman dans Le Camp des saints.

Pour en rester à la France, quelle est la réalité de ce grand remplacement ? D'après l'INED, à peu près un quart des Français a au moins un ascendant immigré (certains conservateurs du musée de l'immigration, ancien musée des colonies, pensent même un tiers). Il va de soit que ces statistiques sont très variables selon les régions, que dans l'Ouest vous serez bien en peine de trouver des familles métissées, tandis qu'en Île de France il est rare, au contraire, dans les salles de classe, de ne pas rencontrer un élève dont un grand-père ou une grand-mère ne soit pas d'origine étrangère.

Mais de quelle origine ? C'est ici un deuxième point capital pour comprendre ce phénomène dit du "grand remplacement". Venner ou Camus pointent du doigt les populations extra-européennes. Mais la France est une terre d'immigration depuis la fin du XIXe siècle. Les premiers flux migratoires massifs étaient composés d'Européens d'origine polonaise, belge, italienne, espagnole ou portugaise et leur flux fut incessant de la fin du XIXe siècle aux années 1970. Incessant mais limité tant numériquement que dans les implantations géographiques. A quoi correspond ce flux ? A un besoin de main d'oeuvre que la population française n'était plus en mesure de fournir.

La faiblesse de la natalité française, cause principale ?

C'est un fait que confirment les historiens démographes, la natalité française est l'une des plus faibles d'Europe depuis le XVIIIe siècle. Des réflexes malthusiens se sont mis en place dès les années 1750 pour protéger la transmission du patrimoine. Ces réflexes n'ont jamais disparu, la politique nataliste en vigueur depuis le début des années 1920 n'a pas réglé ce problème, et si la natalité française est maintenant l'une des meilleures d'Europe ce n'est pas par rattrapage démographique, mais par effondrement des autres. Ainsi, lorsqu'en 1815 la France compte 28 millions d'habitants et ce qui sera bientôt l'Allemagne moins de 25 millions, les mêmes Etats comptent respectivement 40 et 60 millions d'habitants un siècle plus tard. La France de 1914 est alors l'un des seuls pays d'Europe à avoir recours à l'immigration pour faire face à la faiblesse de ses berceaux pour soutenir sa croissance économique.

On peut toujours critiquer ce recours à la main d'oeuvre étrangère pour des questions d'argent, mais il faut admettre qu'il est ancien, qu'il a soutenu la croissance du pays et que, dans ces conditions, le "remplacement" lent mais continu d'une population française originelle dont l'implantation se perd dans la nuit des temps a commencé, insensiblement, dès la fin du XIXe siècle.

Ce détour peut surprendre, mais il a son importance. En effet, on objectera que ces migrants étaient Européens, de culture latine et chrétienne. En ce sens ils faisaient partie de la même communauté de civilisation que le peuple Français dans lequel ils se sont fondus depuis. Cette assimilation quasi-parfaite au peuple français semble en être la preuve la plus éclatante. Mais nos ancêtres ne voyaient pas les choses du même œil et s'inquiétaient de ce qu'ils appelaient déjà une invasion. Ils voyaient la différence entre leur

culture et celle des nouveaux arrivants. Le phénomène de parfaite assimilation et même d'enrichissement de la nation française suite à ces phénomènes migratoires nous pousse à relativiser leur crainte. Cependant, il faut en tenir compte et mesurer que si les populations nouvelles étaient proches cousines des populations françaises antérieures, elles ont contribué à remplacer une partie d'entre elles en comblant les vides démographiques. Le remplacement n'est pas d'hier. Il a commencé à la fin du XIXe siècle. Il ne concernait qu'une fraction de la France, mais il était déjà là.

Qu'est-ce qui a changé ? L'ampleur du phénomène. Ampleur numérique. Dans certains départements, heureusement peu nombreux, la moitié aux deux tiers des naissances sont le fait de couples immigrés ou issus de l'immigration. (Avec ses 75% d'immigrés ou fils d'immigrés, la Seine-Saint-Denis est à part). Ampleur géographique. Ce n'est plus seulement la France, mais tout le continent européen qui est concerné.

Cependant, tandis que la peur des partisans de la remigration porte sur la crainte d'un effacement de la civilisation française ou européenne, il faut noter un phénomène d'importance capitale qui atténue le problème ; D'après La Documentation française 45% des migrants en France sont issus d'un pays de l'Union européenne. Bien sûr, cela ne règle pas toute la question mais permet de mieux en percevoir les contours.

Un choc de civilisation

Maintenant, attaquons-nous à ces 55% d'extra-européens. La crainte des partisans de la remigration est celle d'une submersion islamique. Il faut bien noter que dans ces populations immigrées extra-européennes, une bonne part est de foi chrétienne, mais de culture africaine ou asiatique radicalement différente de celle du pays d'accueil. Parmi les populations musulmanes, un sentiment revendicatif de plus en plus vaste apparaît et se traduit par la multiplication des lieux de culte visibles, des produits hallal dans les magasins d'alimentation, de la littérature islamique dans des librairies, etc. Combien y a-t-il de musulmans en France ? 4,5 millions, 6 millions, 7 millions ? Les chiffres ne sont jamais les mêmes d'une publication à une autre et ce flou, lui-même, trahit un grand malaise.

A ce facteur civilisationnel s'ajoutent des critiques d'ordre plus économique sur le coût de l'immigration. Les chiffres ici sont difficiles à établir et varient de 24 à 84 milliards d'euros par an. Mais on parle moins de ce que rapporte l'immigration. Pourtant celle-ci offre une main d'oeuvre bon marché et abondante, c'est d'ailleurs la raison de l'appel du MEDEF à un maintien élevé du nombre de visas de travail depuis des années...

Que conclure de ces données ? Que le remplacement est une réalité, certes, qui plus est une réalité civilisationnelle profonde et pas seulement ethnique, puisque la présence croissante de l'islam en France est sans doute le signe à la fois le plus spectaculaire et le plus longtemps sous estimé de cette immigration issue des années 1960 et qui ne s'est pas encore tarie.

Quelle France voulons-nous ?

Mais après ces données il faut se demander ce que nous voulons. En effet, une France métissée ethniquement, déchristianisée et convertie à une sorte de cosmopolitisme post-moderne est le rêve de certains. Quelles sont les traductions concrètes de ce mouvement de population ? La création d'un prolétariat immigré pléthorique, des difficultés croissantes d'intégration et d'assimilation dans des groupes de migrants qui s'opposent à leurs frères de mêmes ethnies eux parfaitement intégrés et désireux de l'être encore plus, à la société française qui les a accueillis, un sentiment de malaise dans les populations françaises européennes par rapport aux populations françaises ou étrangères extra-européennes, l'impression de ne plus savoir où va la France, ni ce qu'elle est et encore moins ce qu'elle doit être.

Voilà les signes, pour l'heure, de ce mouvement. Bien sûr, on peut collectionner les signes de non intégration, tous plus terribles les uns que les autres, pour forcer le trait, ou au contraire atténuer le tableau en montant

tous les éléments d'assimilations réussies, exemplaires. Mais dans les deux cas ce seront des collections de cas particuliers positifs ou négatifs qui n'atténueront pas le portrait général.

Si c'est cela, la situation conflictuelle dramatique dans laquelle s'enlise la société française, on a raison de craindre ce grand remplacement et ses effets.

Une solution qui ne résout rien

Mais il y a un problème de taille que les partisans de la remigration ne soulignent pas : Nous ne sommes pas tous seuls !

En effet, un migrant n'est pas un envahisseur le couteau entre les dents. C'est un malheureux qui quitte un pays où il ne peut plus vivre décemment et part chercher fortune ailleurs. Fortune... Disons une vie décente. Cette vie, l'Europe le lui offre, et même si la misère est parfois la réalité de leur vie en Europe, elle est, pour ces migrants, cent fois préférable à la misère et à l'insécurité de leur pays d'origine. Pour rien au monde ils ne partiraient.

Or, en prônant la remigration sans se soucier des causes de l'immigration, les partisans de ces thèses se condamnent à devenir les responsables de catastrophes humanitaires internationales dont ils se lavent visiblement les mains. Pourquoi pas ? Sauf qu'à ce train, l'immigration qu'ils redoutent ne sera pas stoppée.

Il apparaît que pour envisager sérieusement un tarissement des flux migratoires en provenance du tiers monde, il faudrait déjà envisager le développement du tiers monde. L’œuvre est au-dessus des forces de la France, c'est l’œuvre de tout l'Occident qui doit se sentir solidairement concerné. Mais pour que naisse ce sentiment, il semble hélas qu'un seuil doive être franchi ; les inconvénients de l'immigration de masse doivent être supérieurs au bien être matériel qu'ils procurent aux populations aisées qui en profitent. Quand ce seuil sera-t-il franchi ? On ne sait pas. Et quand il le sera, les anciens bénéficiaires devenus des grands souffrants auront-ils encore assez de place dans leur cœur pour l'altruisme du co-développement, ou ne réagiront-ils pas par un suprême égoïsme consistant à flanquer tout ce monde dehors à grands coups de bottes, si cela est alors toujours possible ? En effet, cette réaction serait bien dans la suite de l'égoïsme qui a conduit à faire venir en Europe des millions de travailleurs à peu de frais sans jamais se soucier des conséquences humaines, matérielles et culturelles que cela pourrait avoir.

Pourtant, il apparaît que sans co-développement l’œuvre est vouée à l'échec, le tonneau qui se viderait par un côté se remplirait par un autre. En somme, il faut nous entre-aider ou bien nous mourrons tous...

Aider ou mourir

Le co-développement ? Mais on a bien vu en Afrique que cela ne fonctionne pas. Les centaines de milliards déversés depuis les décolonisations l'ont été quasiment en pures pertes. Peut-être aussi avons-nous mal agi en donnant cet argent aux gouvernants ou à des autorités véreuses, sans contrôles, alors que nous connaissions parfaitement leur corruption. Et si au lieu de déverser notre or, nous allions nous-mêmes sur place apprendre aux populations à développer leurs infrastructures ? Si nous préservions la paix par la force des armes en y mettant les moyens, afin de permettre à ceux qui promeuvent des projets d'avenir pour leur pays de les mener à terme ?

C'est du néo-colonialisme diront les uns. Et alors ? Vaut-il mieux du néo-colonialisme ou un drame humanitaire permanent ? Cela coûterait une fortune diront les autres. Mais ces pays ne nous coûtent-ils pas plus chers aujourd'hui à devoir multiplier les opérations de guerre ponctuelles, à déverser des milliards en pures pertes dans les poches de dirigeants corrompus, à payer des rançons de cadres d'entreprises enlevés par des brigands, sachant que ces mêmes entreprises perdent des sommes folles à sécuriser les zones de guerre où

elles exploitent les ressources ? La vertu a un prix, mais elle est souvent moins coûteuse, à moyen et long terme que le vice.

Alors on pourrait imaginer ce que le conseil général de Vendée a fait avec le Bénin depuis des années ; favoriser la coopération interprofessionnelle. On pourrait l'élargir à tous les corps de métier, à la formation scolaire, au cadastre, aux infrastructures, à la perception de l'impôt, à la production locale de toutes les denrées nécessaires à la vie. Outre la nécessité humanitaire, c'est un marché immense qui s'ouvre. La croissance africaine est une réalité, mais son instabilité est telle et son mode de gouvernement fondé sur la prédation est à ce point vicieux que pour les populations rien n'a changé.

Co-développer pour couper le flux à la racine ? Fort bien.

Que faire maintenant ici, en Europe ?

L’Europe doit d’abord se remettre en question

Là encore, il faut s'attaquer au mal. Si des migrants arrivent, c'est de leur propre chef pour certains, c'est aussi parce qu'on les y appelle pour d'autres. De l'aveu même du CNPF jadis, du MEDEF maintenant, les migrants remplacent la main d'œuvre que nous n'avons pas et de l'aveu des syndicats de salariés, ils permettent de tirer les salaires à la baisse d'une manière ou d'une autre. Il y a une nécessité en Europe de recourir à l'immigration, quelles qu'en soient les conséquences civilisationnelles, pour des questions de bien être économique.

Prenons-en acte et rétablissons la main d'œuvre manquante. C'est le travail d'une génération, mais il est impératif de relancer la natalité française et européenne jusqu'à retrouver l'équilibre du renouvellement des générations (2,01 enfants par femme) dont nous sommes bien loin. Cela ne peut se faire que par une révolution morale, la remise en cause de toutes les règles malthusiennes qui ont peu à peu brisé l'institution familiale. Ce qu'il faut repenser c'est le droit des successions, le divorce, les unions libres, la contraception, l'avortement, les fécondations artificielles. Le champ des questionnements est immense, à rebrousse-poil du mouvement actuel, mais la natalité européenne est à ce prix.

C'est une ineptie et même une sorte de suicide national que de critiquer d'une main le remplacement, et d'une autre de se satisfaire de tout ce qui fait le malthusianisme européen. Si nous voulons conserver notre bien être, il nous faut des êtres vivants. Si nous ne voulons pas qu'ils viennent de l'étranger, alors il faut les sortir de notre sein.

Une nation en voie de disparition

C'est un autre fait que la terre appartient aux êtres vivants, pas à une nation disparue. Or, une France et une Europe qui n'ont plus assez d'enfants pour renouveler les générations, qui n'affirment plus de valeurs civilisationnelles fortes, constituent une nation en voie de disparition.

C'est un point capital, nous devons savoir qui nous sommes et ce que nous voulons être demain. Paul Valéry écrivait, en substance que l'Europe se définissait par l'union de la sagesse d'Athènes, de la loi de Rome et de la foi de Jérusalem. Ce n'est pas dans les forêts de la Germanie que nous retrouverons une Europe fantasmée. Les Germains eux-mêmes ont abandonné tout ce qu'ils étaient, au contact de Rome, d'Athènes et de Jérusalem. Le paganisme actuel est du reconstitué d'intellectuel antichrétien de la fin du XIXe siècle resservi en réchauffé par des auteurs isolés depuis la fin de la guerre. Ce qu'il reste de la civilisation européenne est dans l'assemblage décrit par Valéry. C'est cela notre ADN. C'est cette image que nous renvoyons au monde,

c'est ce que le monde attend de nous et c'est ce pourquoi il nous hait ou nous aime. Nous devons retrouver la parfaite conscience et la fierté de cette identité profonde, commune à tous les Européens même si chaque nation a par ailleurs sa figure propre.

On ne peut pas reprocher à des millions de musulmans ou d'Africains chrétiens de vivre selon leur foi ou selon leurs coutumes, quand nous même ne proposons aucun modèle alternatif attrayant, autre que la Babylone des mauvais jours. Il y a fort à parier que dans le cas où la France et l'Europe, avec autorité, venaient à proposer de nouveau, par la persuasion, l'exemple ou la force, ce modèle de civilisation, ces contre-modèles minoritaires s'affaibliraient, s'effriteraient et finalement disparaîtraient.

Réinstaurer un modèle spirituel attrayant

C'est probable, mais il faut aussi l'espérer, car il faut nous regarder en face, jamais les migrants présents aujourd'hui en France et en Europe ne repartiront. D'une part ils ne repartiront pas car ils n'ont nul lieu où aller hormis ici. De plus leurs pays d'origine n'en veulent pas, et même si ces pays par le miracle de la coopération et de la puissance européenne retrouvée se mettaient à entrer en croissance, ils n'en voudraient pas plus, car leurs énergies seraient toutes concentrées au développement d'un peuple jeune et abondant. Ils ne repartiront pas car leur patrie c'est la France et que le devoir des Français d'ancienne extraction est de le leur faire sentir.

En somme, et pour manier un peu le burlesque, on peut dire que l'objectif de l'assimilation est de voir un jour un breton et un normand noirs comme le charbon se battre à coups de chaises à la sortie d'un bar pour savoir si le Mont Saint-Michel est en Bretagne ou en Normandie. Là nous saurons que l'assimilation aura été réussie. Nous n'avons pas le choix, car non seulement ils ne partiront pas, mais d'autre part nous n'aurons jamais le courage ou l'ignominie, selon le point de vue que l'on souhaite adopter, de les renvoyer. Enfin, nous n'avons pas le choix car la plupart se sentent d'ici, mais n'en ont pas les us et coutumes. A chacun de faire son devoir pour qu'ils les adoptent en se sentant vus comme étant d'ici par les populations du cru.

Tout cela semble relever du défi, mais il ne semble pas qu'il y ait d'autre voie réaliste. La remigration, à bien y penser, est peut-être une idée intéressante, mais considérée toute seule, sans co-développement, sans fierté d'être ce que nous sommes, elle n'est qu'une chimère qui, si elle se réalisait, causerait la guerre civile. Et il n'est pas sûr que nous en sortirions vainqueurs.

Alors nous n'avons pas le choix, il faudra être fort, il faudra être fier, il faudra s'aimer les uns les autres ou mourir.

Gabriel Privat
Août 2014, mis à jour avril 2015

***